

Hulot relance les spéculations sur son avenir au gouvernement

© 16/05/2018 |  TERRE-NET MÉDIA

Restera-t-il ou non ? Nicolas Hulot a relancé mercredi la question de son avenir au gouvernement, annonçant qu'il ferait le point cet été sur sa capacité à mettre en place la « transformation sociétale » qu'il appelle de ses vœux.

Au fil de ses « déconvenues », de son « impatience » revendiquée et d'un travail qu'il a décrit comme « harassant », la première année de l'ancien militant à la tête du **ministère de la transition écologique** a vu fleurir de régulières rumeurs de démission. En octobre dernier, lui-même s'était donné « un an » pour juger de son utilité au gouvernement. Mercredi, à la veille de l'anniversaire de sa nomination, il a assuré qu'il ferait cette « évaluation » à l'été. « Cet été, j'aurai suffisamment d'éléments pour pouvoir regarder si effectivement je participe à cette transformation sociétale », a déclaré sur BFMTV/RMC l'ancien militant qui aura avant cette date « la tête sous l'eau » avec des chantiers importants, comme la feuille de route sur l'énergie ou le futur plan de protection de la biodiversité. « Cet été, on aura avec le président et le Premier ministre je pense un moment de vérité, on fera le point, on tracera les perspectives et on prendra ensemble des décisions sur l'avenir et les prochaines étapes », a-t-il poursuivi, soulignant que son maintien ou son départ dépendait « d'abord » d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe.

« Si j'arrive à imprimer ce mouvement dans les transformations du modèle agricole, dans le sujet santé-environnement, dans la transition énergétique, s'il ne reste plus qu'à accélérer derrière, je serai content. Si je sens qu'on n'avance pas, que les conditions ne sont pas remplies, voire éventuellement qu'on régresse, à ce moment-là, j'en tirerai les leçons », a-t-il souligné, notant qu'il était « capable de partir ». Mais « Nicolas Hulot n'y croit plus et est assez déprimé », affirme à l'AFP un de ses proches, qui prédit qu'il ne devrait « plus rester très longtemps ».

« Toute sa place »

Selon cette source, le ministre a même « voulu présenter sa démission fin avril », avant d'en être dissuadé par Emmanuel Macron qui a su trouver « les bons mots » et le remotiver, au moins pour un temps. « **Nicolas Hulot** a une relation de confiance et de franchise avec le président » qui considère qu'il « a toute sa place dans le gouvernement » et « s'insère parfaitement dans la politique gouvernementale », a de son côté assuré l'Élysée, estimant « assez sain que chacun évalue la manière dont son engagement porte ses fruits ». « On a besoin de Nicolas Hulot (...) J'espère évidemment qu'il restera et qu'il continuera à mettre en œuvre notre politique », a de son côté réagi sur LCP la porte-parole des députés La République en marche, Aurore Bergé.

Côté victoire, le ministre a vu lors de sa première année aux affaires l'annonce par le gouvernement de l'**abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes**, auquel il s'opposait de longue date. À son crédit également, la **sortie annoncée du glyphosate** en trois ans, malgré la possibilité de dérogations. Il y a eu un changement de « tropisme » sur certains sujets, notamment sur l'**utilisation des produits phytosanitaires**, « même si ça ne va pas assez vite », a commenté mercredi celui qui a été pendant des années le porte-drapeau de l'écologie. Il a ainsi qualifié de « révolution culturelle » la proposition par la FNSEA elle-même d'un plan de sortie des produits phytosanitaires. « Ça veut dire que y compris le conventionnel s'engage dans une démarche de progrès », a-t-il estimé. Mais sur la qualité de l'air ou l'énergie, le bilan est plus mitigé pour le ministre qui a dû annoncer en personne en octobre le report à après 2025 de l'objectif de baisse à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité. « Je vois surtout ce qui reste à faire », a-t-il noté mercredi. Malgré les déceptions et les critiques sur le manque d'ambition, de nombreux défenseurs de l'environnement ont assuré ces derniers mois l'ancien militant de leur soutien, persuadés que personne ne pourrait faire mieux que lui dans ce gouvernement.